

Yolande Cohen, éd. — *Femmes et Contre-pouvoirs*, Montréal, Boréal, 1987, 247 p.

D'un colloque international tenu à Montréal en juin 1985, « Pouvoirs et contre-pouvoirs : la place des femmes dans la vie politique », Yolande Cohen vient de tirer un recueil de 16 textes d'intérêt et de portée variés. La question du pouvoir telle que posée par les femmes dans et hors des mouvements féministes alimente un débat intense dont l'enjeu est bien l'avenir de la démocratie (7) affirme l'éditrice en Avant-Propos. C'est en effet autour de ce thème très large que se situent tous les textes présentés. Toutefois la question d'un éventuel contre-pouvoir féminin n'est pas explicitement abordée sauf par quelques auteurs, de sorte que le contenu du recueil correspond davantage à Femmes, Féminismes et Pouvoir Politique.

On trouvera dans ce livre des informations nouvelles, variées et internationales, notamment sur les situations observées en Pologne (25-44), en Espagne (45-60), en Argentine (61-70), en Algérie (71-80), et au Portugal (159-74). Ces chapitres envisagent deux questions : celle de la montée et de la position des groupes féministes ainsi que celle de la participation des femmes aux différentes instances politiques de leur pays. Ces analyses, descriptives avant tout, se révèlent le plus souvent fort utiles. Le chapitre sur l'Algérie, plus allusif et écrit de toute évidence en réponse à une thèse « officielle » mal identifiée, est moins informatif. Le cas du Portugal, très spécial à cause du rôle joué par Salazar auprès des femmes, permet des réflexions inédites. Ces chapitres sont certainement les plus intéressants.

D'autre part, on trouve également des chapitres sur des mouvements féminins particuliers : les Saint-Simoniennes de la France du XIX^e siècle (81-100), les demoiselles catholiques italiennes (101-26), les bénévoles canadiennes d'Ottawa au début du siècle (127-34) et les Cercles de Fermières au Québec (135-54). D'une teneur fort différente, ces chapitres abordent la question du pouvoir politique tel qu'on peut le saisir dans certaines associations féminines. Ce sont ces textes qui parlent plus spécifiquement de contre-pouvoir. Ici l'analyse théorique l'emporte sur l'exposé des faits ou des écrits et le résultat n'est pas toujours éclairant. Faute de connaissances assez certaines sur les questions soulevées, notamment pour les textes des Saint-Simoniennes et les stratégies des catholiques italiennes, il est difficile d'évaluer ces deux chapitres écrits dans une langue hermétique. Le chapitre sur le bénévolat canadien pose clairement la question du contre-pouvoir des femmes et apporte des informations inédites sur le rôle des bénévoles mais ne fait qu'effleurer la question. Quant au chapitre sur les Cercles de Fermières, il ne résiste pas à un examen rigoureux des faits. L'entreprise théorique de l'auteure ne peut dissimuler qu'elle a fait l'économie de quelques données qualitatives fondamentales pour comprendre ce mouvement, entre autres : l'opposition villages/campagnes, la localisation des cercles, l'appartenance sociale des officières, le soutien financier de l'état, l'origine de l'appellation « fermières » ainsi que l'intervention directe des fonctionnaires dans le développement du mouvement.

Enfin, dans une troisième série de chapitres sont abordées des questions plus globales : les rapports entre le féminisme et le pacifisme (175-84), une définition de la politique anti-patriarcale (185-96), un catalogue de revendications (197-206), un essai de prospective (207-18) et une interrogation sur la démocratie (219-24). Le texte sur « Une politique pacifiste », dû à Micheline De Sève est le plus stimulant. Les autres chapitres reprennent des thèmes familiers aux lectrices, y compris la surprenante affirmation badinterrienne qui nous annonce que « l'arrivée du troisième millénaire coïncide avec un extraordinaire renversement des rapports de forces » (216). Badinter nous prédit rien de moins que la fin du système patriarcal!

Ce livre est divisé en trois parties qui ne coïncident pas tout à fait avec la description qui vient d'être faite. Dans le chapitre de présentation, Yolande Cohen et Michela De Giorgio soutiennent que « si l'intervention des femmes est semblable à celle des hommes dans les périodes d'effervescence, (...) dans les périodes de refroidissement l'accent est mis (...) sur les effets permanents, invisibles de l'influence sociale » (13); elles ajoutent que l'action des femmes se module à deux niveaux : « chercher à s'intégrer à un modèle et en même temps le contester » (13). D'où leurs divisions 1) En périodes d'effervescence; 2) En périodes froides; 3) Une politique des femmes.

Mais, outre que la question du contre-pouvoir est éludée, les rapports entre la démonstration du texte de présentation et les articles sont souvent fragiles, gratuits et parfois même contradictoires. Ce texte de présentation en est même déconcertant. Les auteures semblent prendre à partie d'invisibles opposantes et formulent quelques affirmations surprenantes. Les analyses critiques du pouvoir patriarcal sont-elles « dogmatiques » (9)? Les féministes ont-elles déjà « formé un bloc monolithique » (11)? « Le féminisme n'a nulle part produit de cadres politiques nationaux » (19)? « La peur d'introduire des différences entre femmes nous a empêchées d'investir le champ théorique de l'inégalité » (20)? À chacune de ces déclarations, on pourrait opposer une longue bibliographie attestant, à tout le moins, que ces questions sont en chantier et ne peuvent être réduites à ces formules à l'emporte-pièce.

Au fond, la question du pouvoir politique des femmes ne saurait se résoudre en opposant sans cesse la problématique de la différence à celle de l'égalité. Ces deux cadres théoriques ont amplement révélé leurs limites. L'ouvrage *Femmes et Contre-Pouvoirs* en est une excellente illustration. Certes, la diversité des expériences rapportées dans ce livre laisse « émerger le langage social des femmes » (10). Mais est-ce bien une « prise en compte du sujet féminin (qui) constitue l'affirmation nouvelle de son pouvoir » (12)? Assiste-t-on, en Italie, à l'émergence d'une « politique de la différence radicale » (14)? Les modulations multiples de l'expérience politique des femmes doivent au moins être partiellement expliquées par la référence au cadre économique-social où s'inscrit cette expérience. Ce n'est pas par hasard que l'exposé du cas de la Pologne, si dramatique, se termine sur ce souhait : « en espérant que d'ici là les autres problèmes sociaux auront été solutionnés d'une manière satisfaisante » (36). Le pouvoir politique s'exprime beaucoup plus fondamentalement par le système économique et social que par les structures politiques elles-mêmes. Que les femmes aient développé, dans l'histoire, des formes de solidarité, de sociabilité, de responsabilité, qu'elles aient formulé des discours et des revendications axés sur leurs différences; qu'elles aient choisi de s'immiscer dans les interstices du pouvoir formel; tout cela forme un ensemble d'évidences qu'on ne peut que constater.

Est-ce que cet ensemble constitue un contre-pouvoir? Les analyses présentées dans ce livre nous permettent d'en douter.

Micheline Dumont
Université de Sherbrooke

* * *

Milda Danys — *DP: Lithuanian Immigration to Canada After the Second World War*. Toronto: Multicultural History Society of Ontario, 1986. Pp. xiv, 365.

Few people suffered more during the Second World War than the residents of the Baltic countries: Estonia, Latvia, and Lithuania. They endured three hostile occupations, each followed by attempts to impose a new political and social order on the local population. The book under review tells the story of those Lithuanians who had lived through some of these ordeals and had ended up in Canada after the war.

When the Nazi war effort began collapsing in the Baltic region in 1944, tens of thousands of local residents decided to flee with the retreating *Wehrmacht* rather than face another occupation of their native land by the Red Army. For most of these people this was a choice between two evils: the evil of life as refugees in a totalitarian and beleaguered Germany, and the evil of life under Soviet control. The experience of Soviet occupation in 1940-41 had convinced these people that of the two evils, the second posed the greater danger to them and their loved-ones. In fact, some members of the Lithuanian intelligentsia had found out after the departure of the Soviets in 1941, that they had been on the Communist's "hit lists," i.e. they had been marked for deportation and they would have probably ended up in Siberia had the German-Soviet war not broke out. Few of the Lithuanian ref-